

11 mars 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle 2002, dans "Le Figaro", le 11 mars 2002, sur la campagne présidentielle, les affaires, l'insécurité, les projets de M. Lionel Jospin, les 35 heures, la politique fiscale, la baisse des impôts, son attitude après l'échec des élections législatives de 1997 et les autres candidats à l'élection présidentielle.

CHIRAC : "Réformer la France et en finir avec le sectarisme, l'archaïsme et l'idéologie"

Le FIGARO : Êtes-vous heureux de partir en campagne ? Certains de vos amis semblent croire que vous abordez cette élection avec moins de plaisir que les précédentes...

Jacques CHIRAC : je suis aujourd'hui un homme libre, animé par la seule passion de la France et du service des Français. Je veux réformer la France et en finir avec le sectarisme, l'archaïsme et l'idéologie.

Cette campagne arrive au bon moment. Les Français ont des choix importants à faire. Nous avons eu cinq années de cohabitation que j'ai voulue constructive. Mais elle n'en fut pas moins exigeante et difficile. Je suis heureux maintenant de pouvoir enfin revenir vers les Français proposer, expliquer, convaincre.

Mais je suis Président de la République ce qui me crée des obligations tout particulièrement dans un contexte international aussi tendu qu'aujourd'hui. C'est pourquoi j'ai dû vous recevoir à l'Élysée.

Un mois jour pour jour après votre déclaration de candidature, une majorité de sondages vous donnent battus. Cela vous inquiète-t-il ?

Vous savez les sondages cela va, cela vient. Ne nous arrêtons pas à la surface des choses. Et pour connaître le sentiment profond des Français, rien ne vaut d'aller à leur rencontre comme je le fais tous les jours, loin des schémas simplistes et des artifices de communication !

On vient encore de le voir avec l'audition de Didier Schuller, les " affaires " s'invitent dans la campagne...

S'inviter dans la campagne, vous plaisantez ? Cela fait des mois que l'on voit resurgir de vieilles méthodes qui consistent à salir un homme à des fins politiques, à défaut d'être capable de le battre autrement. Ces méthodes sont celles de tous les extrémismes et de tous les fascismes. Ces campagnes haineuses nous renvoient à des époques peu glorieuses de notre passé, des époques que l'on croyait révolues. Il y a loin de la haine à la vérité. On ne trouve jamais la vérité dans les poubelles. Est-il normal d'accorder plus d'importance et de place à la parole d'intrigants ou de voyous qu'à celle des honnêtes gens ? Il y a là un profond dérèglement. L'instrumentalisation des affaires à des fins politiques est inacceptable. Vous comprenez bien que lorsque l'on voit un juge à la télévision, à 20 H 00, devant tous les Français envisager une carrière politique comme l'aboutissement naturel de son action. Lorsque l'on apprend que le premier secrétaire du Parti

...éventuellement matériel et son ancien collègue, en apprenant que le premier secrétaire du Parti Socialiste, François Hollande, a reçu en cachette ce même magistrat, vice-président en activité d'un tribunal, dans un bureau de l'Assemblée Nationale, celui de M. Montebourg ! Il y a un problème. Est-ce là l'idée que l'on se fait de l'indépendance de la justice ? Est-ce là l'idée que l'on se fait de la démocratie ? Croyez-moi, s'il y a un scandale, c'est bien celui là et quand les mêmes veulent se poser en donneurs de leçons, alors là, on dépasse toutes les bornes.

Vous trouvez donc, comme votre épouse, que la campagne est "ordurière" ?

En tous cas, elle s'annonce rude. On voit utiliser toute la gamme des rumeurs et des "pseudo-affaires" et on constate maintenant que certains candidats privilégient l'agressivité, l'arrogance et le mépris sur la proposition et la réflexion. J'invite chacun à garder son sang-froid.

Le premier ministre affirme que cela fait partie du débat démocratique de critiquer les comportements politiques.

Le jeu démocratique, c'est le choc des idées. Encore faut-il en exprimer. Pour l'instant, Lionel Jospin formule surtout des attaques. Et pour cause, l'attelage de la gauche plurielle s'est dissocié et il se refuse à choisir entre la ligne pure et dure de Madame Aubry et la ligne pseudo libérale de M. Strauss Kahn.

Plusieurs ministres ont formulé de vives critiques contre votre personne. Cela vous choque-t-il ? Cela est contraire aux usages républicains. Chacun s'exprime en fonction de sa culture et de son éducation.

En qualifiant de " faute " la " naïveté " confessée par Lionel Jospin en matière de sécurité, vous avez choisi de répliquer alors que vous annonciez une campagne " sans polémique ". Est-ce un changement de stratégie ?

La sécurité est un sujet essentiel à mes yeux. Les chiffres de la délinquance ont augmenté de plus de 16 % en cinq ans. S'il y a un domaine de responsabilité où la naïveté n'a pas sa place, c'est bien celui-là. Le rétablissement de l'autorité de l'Etat et de la sécurité est le préalable indispensable pour garantir notre cohésion nationale.

Gouverner autrement, c'est votre réponse au " présider autrement " dont Lionel Jospin a fait son slogan de campagne ?

Aujourd'hui la France tourne au ralenti. Trop de décisions ont été différées depuis trop longtemps. Si nous voulons retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi, libérer les énergies des Français, renforcer nos solidarités essentielles, sauvegarder notre système de médecine à la française et permettre à la France d'œuvrer pour un monde plus stable et plus humain, alors, oui, il faut gouverner autrement.

Lionel Jospin a récemment parlé de " mystification " à propos de votre élection de 1995. Ne craignez-vous pas que ce sentiment soit partagé par certains de vos électeurs d'alors ?

Le comportement le plus responsable et le plus démocratique, c'est bien celui qui privilégie, quoi qu'il en coûte, l'intérêt national.

En 1995 j'ai pris mes responsabilités à une époque où c'était très difficile. J'ai fait en sorte que la France puisse entrer dans l'euro. De 1995 à 1997, le déficit est passé de 6 à 3,5 % du PIB et le gouvernement socialiste n'a plus eu à faire que les 0,5 % restants pour atteindre l'objectif de 3 %.

Je rappelle également que fin 1996 a été engagée la plus importante baisse de l'impôt sur le revenu lancée en France et qu'elle a été arrêtée l'année suivante par le nouveau gouvernement. Je rappelle enfin que par la suite, grâce à quatre années de croissance, le gouvernement aurait eu tous les moyens financiers de faire les réformes fondamentales dont le pays a besoin. Il a laissé passer cette chance faute de volonté ou par crainte de briser la majorité plurielle.

Les Français ne perçoivent pas de réelle différence entre votre projet et celui de Lionel Jospin.

Qu'est-ce qui vous sépare vraiment du premier-ministre candidat ?

Je l'ai déjà dit : il y a un abîme entre nous.

Comment expliquez-vous alors que les gens ne le ressentent pas ainsi ?

Il y a quelques sujets sur lesquels le premier ministre et moi-même avons des positions apparemment proches. La politique européenne à laquelle Lionel Jospin a fini par se rallier, la politique étrangère, mais aussi les grands objectifs de la politique de défense même si j'ai

exprimé de vives inquiétudes sur la réduction des moyens budgétaires alloués à l'équipement de nos armées. En revanche, des divergences considérables demeurent : ce sont nos visions respectives de la société et du monde de demain qu'il s'agisse de la sécurité, de la fiscalité ou du rôle de l'Etat. Le premier ministre conserve une approche très idéologique de la politique. Les 35 heures en sont la meilleure illustration: "on décide, on ne consulte personne, on impose".

Il y a aussi une autre différence. Pour ma part, je respecte les institutions et enfin je n'admets pas que l'on critique ou mette en cause les institutions de la République. Elles doivent être respectées. Il est, par exemple, inadmissible que l'on présente et fasse voter délibérément des projets de loi dont on sait pertinemment qu'ils sont inconstitutionnels. Ce fut par exemple le cas pour la Corse.

Vous dénoncez les 35 heures. Mais pourquoi alors ne pas les remettre en cause ?

Je n'ai rien contre la diminution du temps de travail si elle est compatible avec le niveau de vie des Français. Ce que j'ai dénoncé, c'est la méthode de l'obligation uniforme, imposée sans concertation, par la loi. Cette loi a soulevé d'énormes difficultés pour les PME mais aussi dans les hôpitaux et les autres services publics. Il faut donc l'assouplir et ce par le dialogue social. Il faut donner aux Français la liberté de travailler plus quand ils veulent gagner plus. Nous sommes aujourd'hui l'un des pays où l'on travaille le moins et il ne faut pas chercher ailleurs le fait que la France soit parmi le dernier en Europe pour la richesse par habitant et le taux de chômage.

Philosophiquement, qu'est-ce qui vous distingue de Lionel Jospin ?

Pour moi le point de départ de tout, c'est le respect de l'homme et la conviction que la libération des énergies individuelles se fait au profit de la société toute entière. C'est aussi la conviction que l'entreprise ne s'enrichit pas forcément au détriment des travailleurs mais que son succès profite à tout le monde.

Mais vous définissez-vous clairement comme un candidat de droite ?

La vocation du Président de la République est de rassembler. Face au conservatisme de la gauche, je veux incarner la réforme et le mouvement.

En matière de sécurité, par exemple, y-a-t-il encore un réel clivage entre la droite et la gauche ?

Les socialistes vous ont accusé d'avoir "plagié" leurs propositions...

La vérité tient dans les chiffres de la délinquance :

1995-1997, gouvernement Juppé, moins 11,5 %. 1997-2001, gouvernement Jospin plus 16 %.

C'est une question de volonté politique et de capacité à imaginer des instruments nouveaux : des centres fermés pour éloigner les chefs de bandes et leur offrir une chance sérieuse de réinsertion.

Une justice de proximité sur le modèle des anciennes justices de paix pour prononcer immédiatement les toutes premières peines dans l'échelle des sanctions. Des groupements opérationnels dans les régions pour démanteler les réseaux qui mettent des quartiers entiers en coupe réglée. Un soutien aux familles mais aussi des sanctions financières prononcées par le juge quand elles refusent d'assumer leurs responsabilités. Toutes les forces de l'ordre seront regroupées dans un grand ministère de la Sécurité intérieure et un Conseil de Sécurité intérieure sera présidé par le Chef de l'Etat lui-même. A objectifs exceptionnels, moyens exceptionnels. Une image a choqué récemment : celle de ces enfants qui, à Mantes-la-Jolie, n'ont pas hésité à cracher sur vous...

Ne nous y trompons pas : cette situation est celle-là même que vivent beaucoup de Français au quotidien. Ma responsabilité est d'être là où les Français rencontrent des difficultés. Aujourd'hui on n'apprend plus aux enfants ce minimum de respect qu'il faut avoir pour "l'autre". Pas pour le président de la République ou pour le candidat Chirac. Mais pour l'autre tout simplement. Cet incident est un symptôme de la dégradation du climat social et moral dans un grand nombre de nos quartiers.

Pour les socialistes, cela s'explique par l'évolution de la société, le chômage. C'est en partie vrai, mais en toute petite partie seulement. En réalité, c'est parce que l'on a abandonné l'idée d'inculquer toute espèce de valeur aux enfants. Il n'y a plus d'éducation plus de sanctions. C'est l'impunité la plus totale qui règne et parfois les parents ont même physiquement peur de leurs enfants.

M. J. : "Le Monde", 10 mai 2001, p. 1. (Cet entretien a été publié dans le "Monde" le 10 mai 2001, p. 1.)

Vous parlez de respect. Un autre événement a marqué les Français : C'est le match France-Algérie et les sifflets de la Marseillaise qui l'ont accompagné...

C'est inacceptable et choquant. C'est dire l'ampleur de la tâche qui est devant nous. Les événements qui se sont produits au Stade de France étaient prévisibles. C'était une profonde erreur de mêler sport et politique..

Concrètement, comment renverser la vapeur ?

Il faut que partout chacun assume sa part de responsabilité. Il faut reprendre les rênes de la société, réaffirmer nos valeurs. Il faut d'abord et avant tout considérer que tout acte délictuel, toute incivilité ,doivent être sanctionnés. Dans une logique pédagogique, naturellement, qui peut passer par l'excuse, la réparation ou le travail d'intérêt général et il faut avoir le courage de prendre des mesures quand elles sont nécessaires alliant la sanction immédiate et proportionnée et l'indispensable effort de réinsertion.

Dans un autre domaine, Comment expliquez-vous que vos propositions en matière de baisse des impôts n'apparaissent pas crédibles aux yeux des Français ?

Que les Français dans le passé aient été échaudés, qu'ils soient sceptiques, je le comprends bien. Mais aujourd'hui la baisse des charges et des impôts s'impose à nous, si nous voulons être compétitifs dans un monde globalisé où tous nos voisins font mieux que nous.

Il faut redonner de l'oxygène aux Français. En ramenant la taxation des entreprises au niveau moyen européen. En revoyant l'impôt sur la transmission des entreprises. En diminuant le coût du travail peu qualifié. Mais aussi en diminuant l'impôt sur le revenu, qui est trop élevé et sape le dynamisme des Français. Il fait fuir beaucoup de nos cerveaux et de nos entreprises.

Ce projet a-t-il été chiffré ?

Ce projet sur cinq ans repose sur les prévisions de croissance soutenue et une politique volontariste. Il implique une puissante réforme de l'Etat, source d'efficacité et d'économies. Le retour à l'équilibre budgétaire ne pourra se faire que progressivement et prendra sans doute une ou deux années de plus que les prévisions irréalistes du gouvernement actuel. La politique que je propose permettra à la France de retrouver durablement le chemin de la croissance et de l'emploi.

Avez-vous un calendrier précis de mise en œuvre des réformes, entendez vous recourir au référendum ?

Mon projet est un projet sur cinq ans. Dès les trois premiers mois des signes forts seront donnés. En matière de sécurité pour donner un coup d'arrêt à la violence. En matière de prélèvements obligatoires pour libérer les énergies des Français par la baisse des charges et la réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu.

Quant au référendum, je souhaite effectivement faire du référendum l'instrument d'une démocratie renouvelée. Mais il faut en dédramatiser l'usage et ne plus l'assimiler automatiquement à un plébiscite. Cela n'existe nulle part ailleurs.

Lionel Jospin a jugé qu'il n'était pas "gaulliste " que vous n'ayez pas démissionné après l'échec des législatives de 1997...

Démissionner, alors que nous devons nous qualifier pour l'Euro. C'eût été ajouter la crise à la crise pendant cinq ans je me suis battu pour que l'intérêt supérieur du pays soit défendu.

Et à l'inverse, si vous êtes élu avec une Assemblée de gauche ?

C'est une hypothèse que je n'envisage pas. Croyez que je m'engagerai fortement pour que les Français me donnent une majorité capable de mettre en œuvre la politique sur laquelle j'aurai été élu. C'est la condition pour que les engagements pris devant les Français soient respectés.

Que pensez-vous de la séduction qu'exerce Jean-Pierre Chevènement sur une partie de votre électorat ?

Je crois qu'il ne faut pas tout mélanger. Jean-Pierre Chevènement est un homme de gauche qui a appartenu à la majorité plurielle. Il a raison de parler de la République, mais il fait vibrer la corde de la nostalgie et ce n'est pas avec la nostalgie que l'on construit l'avenir.

Jean-Marie Le Pen redoute de ne pas avoir les 500 signatures nécessaires pour se présenter.

Trouveriez-vous normal qu'il ne participe pas à la compétition électorale ?

Il y a des règles fixées par la Constitution. Elles doivent être respectées. Elles n'annulent de ma

Il y a des règles mises par la constitution. Elles doivent être respectées. Elles n'appellent de ma part aucun commentaire.

Comment jugez-vous les campagnes d'Alain Madelin et François Bayrou ?

Chacun porte les convictions qui sont les siennes. Pour ma part, je n'ai jamais rien dit ou fait pour les gêner. Je ne doute pas que l'on se retrouvera au second tour.

Justement, leur faiblesse actuelle ne vous prive-t-elle pas de réserves de voix pour le second tour ?

Une élection présidentielle ne relève pas d'une simple arithmétique électorale mais d'une alchimie entre un homme et un peuple.

Ne patissez-vous pas des querelles d'hommes qui semblent toujours miner la droite ?

Vous aurez observé que l'opposition a présenté à Toulouse un projet commun, moderne et dynamique. L'opposition a clairement marqué une volonté d'union, de rassemblement et de renouvellement des hommes qui lui permet de présenter aujourd'hui une véritable alternative. Ce n'est pas le cas d'une gauche plurielle en morceaux.

L'Union en mouvement, qui regroupe ceux qui vous soutiennent, semble avoir été mise en veilleuse pour la campagne. La constitution d'un parti unifié de la droite reste-t-il votre objectif ? Cette question regarde les partis politiques. En tant que président de la République, je ne peux pas avoir de lien privilégié avec un parti. Mais je sais que le prochain gouvernement aura des problèmes lourds à régler et qu'il devra pouvoir s'appuyer sur une force politique moderne, cohérente et déterminée.

Que diriez-vous à un électeur de 95 qui se dirait déçu par votre septennat ?

Je lui conseillerais de se déterminer sur une vision et un projet. Souhaite-t-il vraiment voir Lionel Jospin et la gauche assurer le gouvernement de la France pendant cinq années supplémentaires ?

Propos recueillis par Anne Fulda, Alexis Brézet,

Jean-Paul Mulot, Guillaume Tabard et Jean de Belot

(Source <http://www.2002pourlafrance.net>, le 11 mars 2002)